

quotidien. Alors que la majorité de nos enfants mangent à leur faim et tentent de réaliser leurs rêves, les enfants de ces pays sont condamnés à la sous-alimentation et à mourir jeunes.

En tant que citoyenne canadienne, j'ai été fière que notre pays ait donné le ton à la Conférence mondiale de Rome sur l'alimentation. Au lieu de débiter de pieuses platitudes, nous avons présenté une mesure constructive. D'ailleurs nous nous contenterons pas de ce geste. Le ministre des Finances (M. Turner) nous invite à mettre de côté notre intérêt personnel et à nous montrer généreux devant les besoins des pays pauvres. J'espère que nous relèverons tous le défi. Si les générations futures devaient taxer le parlement actuel de justice et d'humanité, j'espère alors qu'ils découvriront assez de preuves pour nous en convaincre. On reprochera sans doute au ministre des Finances de ne pas donner suffisamment. *Olivier Twist* a demandé davantage parce qu'il en avait réellement besoin et c'est pourquoi personne ne peut honnêtement l'en blâmer. Dans notre société, il y en a d'autres qui demandent toujours plus mais nous devons distinguer soigneusement la nécessité et l'avidité.

J'admire beaucoup la franchise du ministre des Finances. Comme chacun d'entre nous, il a des aspirations, mais il est avant tout un réaliste. Bien sûr, il voudrait pouvoir offrir davantage, mais j'estime que le moment est venu de cesser de croire que les frais de programmes plus importants et plus avantageux sont assumés par d'autres. Certains demandent des choses et une fois qu'ils les ont reçues, ils demandent davantage. À l'intention de ceux-là, nous pourrions peut-être inclure dans chaque programme l'avertissement obligatoire suivant: «Ce programme est dangereux pour votre santé économique.» Le public canadien se méfie à juste titre de ceux qui leur offrent la lune sans leur dire combien cela leur coûtera. En effet, les Canadiens savent bien que quel que soit le système fiscal du pays, c'est éventuellement le contribuable qui paie tous les impôts, d'une façon ou d'une autre.

Comme le ministre des Finances, je suis convaincue que nous pourrions surmonter nos difficultés grâce à un travail de collaboration au Canada et à l'étranger. Selon moi, la meilleure solution ne consiste pas à engendrer des confrontations, mais à dialoguer bien davantage et à fournir plus de renseignements au public. Le prix des aliments et des autres denrées essentielles a augmenté énormément et les consommateurs désespérés et frustrés ont souvent attaqué la source apparente des augmentations sans se demander si leur attaque était justifiée et, ce qui est plus important, si l'objet de leur colère était vraiment coupable. Personne ne veut empêcher les producteurs de recevoir une rémunération juste et équitable pour leur travail. La Commission de surveillance du prix des produits alimentaires a beaucoup aidé à renseigner les consommateurs sur les difficultés et les incertitudes qui assaillent les producteurs. Mais les consommateurs devraient être au courant de bien d'autres choses. Nous devons savoir combien il y a d'intermédiaires entre la ferme et la table du consommateur; si le rôle de chacun d'entre eux est vraiment nécessaire; qui nous payons et pour quels services; combien nous les payons; et si leur service est toujours à l'avantage du consommateur.

Mon expérience personnelle dans ce domaine m'amène à penser que, lorsque l'on parle de la réaction des consommateurs et de l'attraction des acheteurs, on part de princi-

Le budget—M. Forrestall

pes faux. Il y a peu de temps, j'ai entendu un directeur de publicité affirmer que la «ménagère moyenne» ne veut pas acheter une marque de céréales, si elle n'est pas présentée dans une boîte multicolore. Monsieur l'Orateur, je puis vous assurer que, si la céréale est nutritive et se vend à un prix raisonnable, la ménagère moyenne ne recherche pour sa table de cuisine que les teintes naturelles des jus de fruits, des œufs, etc., et non les couleurs d'un coq sur l'emballage d'un produit plus coûteux.

J'ai déjà parlé des organes de publicité et du consommateur. Je voudrais ajouter qu'il existe peu de professions où l'on puisse trouver la même abondance d'imagination, de génie créateur et même de pouvoir. C'est à cause de ce pouvoir, particulièrement sur les enfants et sur les membres de la société les moins éduqués que les agents de publicité ont une responsabilité particulière envers la société et le consommateur en général. Plus simplement, je pense que, lorsque les organes de publicité nous disent d'acheter un produit, ils devraient également nous donner les raisons de leur choix et faire preuve de sérieux et d'honnêteté. Je prends un exemple; c'est manquer de sens moral et de sens de responsabilité que d'essayer de persuader un jeune consommateur naïf que sa vie amoureuse sera complètement modifiée s'il utilise une marque particulière de dentifrice ou un shampoing nouvelle vague. Nous savons tous que, si notre vie amoureuse nous déçoit, aucun dentifrice ni aucun shampoing du monde n'y pourra rien. Je veux espérer, pour l'avenir de la vie de famille au Canada, que nos jeunes choisissent leur conjoint sur des critères plus sérieux et plus honnêtes.

Et que penser des annonces publicitaires radiodiffusées nous avertissant de faire vérifier nos postes de télévision maintenant pour éviter l'augmentation de l'an prochain, alors qu'ils sont en parfait état. Si maintenant on nous demande de faire vérifier régulièrement nos appareils, nous allons probablement moins dépenser pour des articles plus nécessaires, peut-être même risquons-nous d'avoir un poste de télévision névrosé. Tout cela, à mon avis, ne peut mener qu'à une psychose inflationniste.

L'inflation est un problème que le gouvernement ne peut pas résoudre seul: c'est une lutte à laquelle nous devons tous participer. Le ministre des Finances a très bien fixé ses priorités, et nous devons faire comme lui.

Des voix: Bravo!

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il faut féliciter les députés qui s'adressent pour la première fois à leurs collègues de la Chambre et au peuple canadien et qui, à l'instar du nouveau et distingué député de York-Sud (M^{me} Appolloni), témoignent dans leurs propos d'autant de réflexion et de préoccupation à l'égard du sort des Canadiens. Je ne suis pas économiste et je ne connais pas grand-chose aux budgets, mais je souhaite que certains députés de l'autre côté de la Chambre, qui ont la priorité présentent au plus tôt le bill que nous attendons tous. Je voudrais, dans le peu de temps qui m'est imparti cet après-midi, essayer de parler de la défense nationale sous le biais de l'histoire. Je me réjouis des observations du député de York-Sud (M^{me} Appolloni) à ce sujet. Par ailleurs, monsieur l'Orateur, je tiens à faire une chose que je n'ai jamais faite à la Chambre, c'est-à-dire lire un discours. Je puis lire plus vite que je ne puis discourir, et je serai moins enclin à m'éloigner du sujet.